



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/51/50  
15 février 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante et unième session

### LISTE PRÉLIMINAIRE DES QUESTIONS À INSCRIRE À L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA CINQUANTE ET UNIÈME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

#### Note du Secrétaire général

1. Le présent document a été établi conformément à la recommandation du Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale, telle qu'elle figure au paragraphe 17 a) de l'annexe II à la résolution 2837 (XXVI) de l'Assemblée, en date du 17 décembre 1971.

2. Les documents suivants, relatifs à l'ordre du jour de la cinquante et unième session de l'Assemblée générale<sup>1</sup>, paraîtront aux dates ci-après :

Liste préliminaire annotée . . . . .	15 juin
Ordre du jour provisoire <sup>2</sup> . . . . .	19 juillet
Liste supplémentaire . . . . .	23 août
Mémoire présenté par le Secrétaire général au Bureau . . .	13 septembre

3. La cinquante et unième session s'ouvrira au Siège de l'Organisation des Nations Unies le mardi 17 septembre 1996, à 15 heures.

<sup>1</sup> L'ordre du jour de la cinquantième session a paru sous la cote A/50/251 et Add.1 à 3. La liste des résolutions et décisions adoptées au cours de la cinquantième session paraîtra sous la cote A/INF/50/4. Le texte des résolutions est publié séparément, sous forme miméographiée, dans la série A/RES/50/-; le texte des décisions figure dans la section II du document A/INF/50/4/Add.1.

<sup>2</sup> L'ordre du jour provisoire tiendra compte des résolutions et décisions que l'Assemblée générale pourrait encore adopter lors de sa cinquantième session.

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation du Portugal (article 30 du règlement intérieur).
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (article 62).
3. Pouvoirs des représentants à la cinquante et unième session de l'Assemblée générale (article 28) :
  - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
  - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Élection du Président de l'Assemblée générale (article 31).
5. Élection des bureaux des grandes commissions (article 31).
6. Élection des vice-présidents de l'Assemblée générale (article 31).
7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (article 49).
8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : rapports du Bureau (article 21).
9. Débat général.
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (articles 13 a) et 48; résolution 47/120 B du 20 septembre 1993)<sup>3</sup>.
11. Rapport du Conseil de sécurité [article 13 b)].
12. Rapport du Conseil économique et social (article 13 b); résolutions 50/106, 50/128 et 50/129 du 20 décembre 1995; et décision 1982/112 du Conseil économique et social, en date du 26 avril 1982)<sup>3</sup>.
13. Rapport de la Cour internationale de Justice (article 13 b); décision 47/406 du 21 octobre 1992).
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (article 13 b); résolution 50/9 du 1er novembre 1995).
15. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux :
  - a) Élection de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité (article 142; décision 50/306 du 8 novembre 1995);
  - b) Élection de dix-huit membres du Conseil économique et social (article 145; décision 50/307 du 16 novembre 1995).

---

<sup>3</sup> Cette question reste également inscrite à l'ordre du jour de la cinquantième session (décision 50/475 du 23 décembre 1995).

- c) Élection de cinq membres de la Cour internationale de Justice (article 150; décisions 48/308 du 10 novembre 1993, 49/322 A du 26 janvier, 49/322 B du 21 juin et 29/322 C du 12 juillet 1995)<sup>3</sup>.
16. Nomination du Secrétaire général (article 141; résolution 46/21 du 3 décembre 1991).
17. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections :
- a) Élection des membres de la Commission du droit international (résolution 174 (II) du 21 novembre 1947 et décision 46/313 du 14 novembre 1991);
  - b) Élection de douze membres du Conseil mondial de l'alimentation (résolution 3348 (XXIX) du 17 décembre 1974 et décision 50/309 du 21 novembre 1995)<sup>3</sup>;
  - c) Élection de vingt membres du Comité du programme et de la coordination (résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social, en date du 14 mai 1976; et décision 50/305 du 31 octobre 1995);
  - d) Élection du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (résolution 2997 (XXVII) du 15 décembre 1972 et décision 47/310 du 8 décembre 1992).
18. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations :
- a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (article 155; décision 50/313 du 18 décembre 1995);
  - b) Nomination de membres du Comité des contributions (article 158; décision 50/314 du 18 décembre 1995);
  - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes (résolution 74 (I) du 7 décembre 1946 et décision 50/315 du 18 décembre 1995);
  - d) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements (résolution 155 (II) du 15 novembre 1947 et décision 50/316 du 18 décembre 1995);
  - e) Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies (résolution 351 A (IV) du 24 novembre 1949 et décision 50/317 du 18 décembre 1995);
  - f) Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale (résolution 3357 (XXIX) du 18 décembre 1974 et décision 49/313 du 14 novembre 1994);

- g) Nomination de membres du Comité des conférences (résolution 43/222 B du 21 décembre 1988 et décisions 50/310 A du 21 novembre et 50/310 B du 4 décembre 1995);
  - h) Nomination de membres du Corps commun d'inspection (résolution 31/192 du 22 décembre 1976 et décisions 49/321 du 23 décembre 1994 et 50/318 du 19 décembre 1995);
  - i) Confirmation de la nomination de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (résolution 1240 (XIII) B du 14 octobre 1958 et décision 47/327 du 15 juin 1993).
19. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolutions 50/31 A et B, 50/32 à 50/37, 50/38 A et B, 50/39 et 50/40 du 6 décembre 1995, et décisions 50/412 et 50/415 du 6 décembre 1995).
20. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (article 136).
21. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale :
- a) Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies (résolutions 46/182 du 19 décembre 1991 et 50/57 du 12 décembre 1995);
  - b) Assistance économique spéciale à certains pays ou régions (résolutions 49/21 D et M du 20 décembre 1994, 50/58 A, E et F du 12 décembre, 50/58 G du 20 décembre et 50/58 J à L du 22 décembre 1995)<sup>3</sup>;
  - c) Coopération internationale en vue d'atténuer les conséquences écologiques, pour le Koweït et d'autres pays de la région, de la situation entre l'Iraq et le Koweït (résolution 48/162 du 20 décembre 1993);
  - d) Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre (résolution 50/88 A du 19 décembre 1995);
  - e) Assistance au peuple palestinien (résolution 50/58 H du 20 décembre 1995).
22. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains (résolution 49/5 du 21 octobre 1994).
23. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique (résolution 49/8 du 25 octobre 1994).
24. Droit de la mer :

/...

- a) Droit de la mer (résolutions 49/28 du 6 décembre 1994 et 50/23 du 5 décembre 1995);
  - b) Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs (résolution 50/24 du 5 décembre 1995);
  - c) La pêche hauturière au grand filet dérivant et ses effets sur les ressources biologiques des mers et des océans de la planète; la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale et ses effets sur les ressources biologiques des mers et des océans de la planète; prises accessoires et déchets de la pêche et leur impact sur l'utilisation durable des ressources biologiques marines de la planète (résolution 50/25 du 5 décembre 1995).
- 25. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des Caraïbes (résolution 49/141 du 20 décembre 1994).
  - 26. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique (résolution 50/1 du 12 octobre 1995).
  - 27. Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique (résolution 50/10 du 2 novembre 1995).
  - 28. Congrès universel sur la question du Canal de Panama (résolution 50/12 du 7 novembre 1995)
  - 29. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire (résolution 50/15 du 15 novembre 1995).
  - 30. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes (résolution 50/16 du 20 novembre 1995).
  - 31. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique (résolution 50/17 du 20 novembre 1995).
  - 32. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud (résolution 50/18 du 27 novembre 1995).
  - 33. La situation au Moyen-Orient (résolutions 50/21 et 50/22 A et B du 4 décembre 1995).
  - 34. Assistance au déminage (résolution 50/82 du 14 décembre 1995).
  - 35. Question de Palestine (résolutions 50/84 A à D du 15 décembre 1995)<sup>3</sup>.

36. Assistance internationale pour le relèvement et la reconstruction du Nicaragua : séquelles de la guerre et des catastrophes naturelles (résolution 50/85 du 15 décembre 1995).
37. La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti (résolution 50/86 du 15 décembre 1995)<sup>3</sup>.
38. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (résolution 50/87 et décision 50/423 du 18 décembre 1995).
39. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (résolution 50/88 B du 19 décembre 1995).
40. La situation en Amérique centrale : processus d'établissement d'une paix ferme et durable et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement (résolution 50/132 du 20 décembre 1995)<sup>3</sup>.
41. Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies (résolution 50/133 du 20 décembre 1995).
42. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine (résolution 50/158 du 21 décembre 1995).
43. La situation au Burundi (résolution 50/159 du 22 décembre 1995).
44. Mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (résolutions 48/214 du 23 décembre 1993, 49/142 du 23 décembre 1994 et 50/160 du 22 décembre 1995).
45. Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social (résolution 50/161 du 22 décembre 1995).
46. Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes<sup>3</sup>.
47. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes<sup>3</sup>.
48. Renforcement du système des Nations Unies<sup>3</sup>.
49. Question des îles Falkland (Malvinas) (décision 50/406 du 31 octobre 1995).
50. Rapport du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (résolution du Conseil de sécurité 827 (1993) du 25 mai 1993; et décision 50/408 du 7 novembre 1995).

51. Déclaration de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des États-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste (décision 50/422 du 18 décembre 1995).
52. L'agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales (décision 50/444 du 21 décembre 1995).
53. Conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'agression iraquienne contre le Koweït (décision 50/445 du 21 décembre 1995).
54. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies (décision 50/457 du 22 décembre 1995).
55. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement (décision 50/468 du 22 décembre 1995).
56. La situation en Bosnie-Herzégovine<sup>4</sup>.
57. Question de l'île comorienne de Mayotte<sup>4</sup>.
58. Question de Chypre<sup>4</sup>.
59. Rapport du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994<sup>4</sup>.
60. Interdiction de mettre au point et de fabriquer de nouveaux types d'armes et systèmes d'armes de destruction massive : rapport de la Conférence du désarmement (résolution 48/61 du 16 décembre 1993).
61. Réduction des budgets militaires (résolutions 35/142 B du 12 décembre 1980 et 49/66 du 15 décembre 1994) :
  - a) Réduction des budgets militaires (résolutions 35/142 B);
  - b) Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires (résolution 49/66).

---

<sup>4</sup> Cette question, qui n'a pas été examinée par l'Assemblée générale à sa cinquantième session, reste inscrite à l'ordre du jour de cette session (décision 50/475 du 23 décembre 1995). Elle est inscrite à l'ordre du jour provisoire de la cinquante et unième session sous réserve de toute autre décision que l'Assemblée pourra prendre à son sujet à sa cinquantième session.

62. Question de l'Antarctique (résolution 49/80 du 15 décembre 1994).
63. Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement (résolution 50/62 du 12 décembre 1995).
64. Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et d'autres domaines connexes (résolution 50/63 du 12 décembre 1995).
65. Amendement du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau (résolution 50/64 du 12 décembre 1995).
66. Traité d'interdiction complète des essais (résolution 50/65 du 12 décembre 1995).
67. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient (résolution 50/66 du 12 décembre 1995).
68. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud (résolution 50/67 du 12 décembre 1995).
69. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes (résolution 50/68 du 12 décembre 1995).
70. Prévention d'une course aux armements dans l'espace (résolution 50/69 du 12 décembre 1995).
71. Désarmement général et complet (résolutions 42/38 C du 30 novembre 1987, 46/36 L du 9 décembre 1991, 47/52 L du 15 décembre 1992 et 50/70 D à H, J à M, O et P du 12 décembre 1995, et décision 50/420 du 12 décembre 1995) :
  - a) Notification des essais nucléaires (résolution 42/38 C);
  - b) Transparence dans le domaine des armements (résolutions 46/36 L, 47/52 L et 50/70 D);
  - c) Interdiction de déverser des déchets radioactifs (résolution 50/70 E);
  - d) Convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement : rapport du Comité préparatoire de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (résolution 50/70 F);
  - e) Relation entre le désarmement et le développement (résolution 50/70 G);
  - f) Mesures visant à freiner le transfert et l'emploi illicites d'armes classiques (résolution 50/70 J);



- g) Désarmement régional (résolution 50/70 K);
  - h) Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional (résolution 50/70 L);
  - i) Désarmement nucléaire (résolution 50/70 P);
  - j) Non-prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, sous tous leurs aspects (décision 50/420).
72. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale (résolutions 49/76 A et B du 15 décembre 1993, et 50/71 A à E du 12 décembre 1995) :
- a) Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement (résolution 49/76 A);
  - b) Bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement (résolutions 49/76 B et 50/71 A);
  - c) Mesures de confiance à l'échelon régional (résolution 50/71 B);
  - d) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (résolutions 50/71 C et D);
  - e) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires (résolution 50/71 E).
73. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire (résolutions 38/183 O du 20 décembre 1983, 39/148 H du 17 décembre 1984, 49/77 D du 15 décembre 1994 et 50/72 A, C et D du 12 décembre 1995);
- a) Rapport de la Commission du désarmement (résolution 50/72 D);
  - b) Rapport de la Conférence du désarmement (résolution 50/72 A);
  - c) Conseil consultatif pour les questions de désarmement (résolution 38/183 O);
  - d) Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (résolution 39/148 H);
  - e) Mesures de confiance (résolution 49/77 D).
74. Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient (résolution 50/73 du 12 décembre 1995).

75. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (résolution 50/74 du 12 décembre 1995).
76. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée (résolution 50/75 du 12 décembre 1995).
77. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix (résolution 50/76 du 12 décembre 1995).
78. Renforcement du régime défini par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) (résolution 50/77 du 12 décembre 1995).
79. Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (résolution 50/78 du 12 décembre 1995).
80. Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (résolution 50/79 du 12 décembre 1995).
81. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale (Décision 50/418 du 12 décembre 1995).
82. Effets des rayonnements ionisants (résolution 50/26 du 6 décembre 1995).
83. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace (résolutions 50/27 du 6 décembre 1995).
84. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (résolutions 50/28 A à G du 6 décembre 1995).
85. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (résolutions 50/29 A à D du 6 décembre 1995).
86. Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (résolution 50/30 du 6 décembre 1995).
87. Questions relatives à l'information (résolutions 50/31 A et B du 6 décembre 1995).
88. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (résolution 50/32 du 6 décembre 1995).
89. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les territoires se trouvant sous domination

coloniale (résolution 50/33 du 6 décembre 1995 et décision 50/412 du 6 décembre 1995).

90. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (résolution 50/34 du 6 décembre 1995).
91. Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes (résolution 50/35 du 6 décembre 1995).
92. Question des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India (décision 50/402 du 22 septembre 1995).
93. Question du Timor oriental (décision 50/402 du 22 septembre 1995).
94. La situation dans les territoires occupés de la Croatie (résolution 50/413 du 6 décembre 1995).
95. Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies (décision 50/414 du 6 décembre 1995).
96. Questions de politique macro-économique :
  - a) Respect des engagements et application des politiques convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement;
  - b) Application de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement (résolutions 45/199 du 21 décembre 1990, 47/152 du 18 décembre 1992, 48/185 du 21 décembre 1993 et 49/92 du 19 décembre 1994);
  - c) Flux et transfert nets de ressources entre pays en développement et pays développés (résolution 49/93 du 19 décembre 1994);
  - d) Financement du développement (résolution 50/91 du 20 décembre 1995);
  - e) Crise de la dette extérieure et développement (résolution 50/92 du 20 décembre 1995).
97. Développement durable et coopération économique internationale (résolutions 49/104 du 19 décembre 1994, et 50/106 et 50/130 du 20 décembre 1995) :
  - a) Commerce et développement (résolutions 1995 (XIX) du 30 décembre 1964, 49/97, 49/100 et 49/102 du 19 décembre 1994 et 50/98 du 20 décembre 1995);
  - b) Alimentation et développement agricole durable (résolutions 3348 (XXIX) du 17 décembre 1974 et 49/103 du 19 décembre 1994)

/...

- c) Intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale (résolutions 48/181 du 21 décembre 1993 et 49/106 du 19 décembre 1994);
- d) Coopération pour le développement industriel (résolution 49/108 du 19 décembre 1994);
- e) Développement culturel (résolution 46/157 du 19 décembre 1991);
- f) Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) (résolutions 47/180 du 22 décembre 1992 et 50/100 du 20 décembre 1995);
- g) Application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (résolution 50/124 du 20 décembre 1995).

98. Environnement et développement durable :

- a) Application des décisions et recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (résolutions 47/191 du 22 décembre 1992, et 50/111 et 50/112 du 20 décembre 1995);
- b) Session extraordinaire consacrée à un examen et une évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21 (résolution 50/113 du 20 décembre 1995);
- c) Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles (résolution 50/117 A du 20 décembre 1995);
- d) Application des décisions de la Conférence mondiale sur le développement des petits États insulaires en développement (résolution 50/116 du 20 décembre 1995);
- e) Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures (résolution 50/115 du 20 décembre 1995).

99. Activités opérationnelles de développement.

100. Formation et recherche :

- a) Université des Nations Unies (résolutions 3081 (XXVIII) du 6 décembre 1973 et 49/124 du 19 décembre 1994);
- b) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (résolutions 1934 (XVIII) du 11 décembre 1963 et 50/121 du 20 décembre 1995).

101. Agenda pour le développement :

- a) Agenda pour le développement;

/...

- b) Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat (résolution 50/122 du 20 décembre 1995).
102. Première décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006) (résolution 50/107 du 20 décembre 1995).
103. Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés et à la famille (résolution 49/155 du 23 décembre 1994).
104. Prévention du crime et justice pénale (résolutions 50/145 à 50/147 du 21 décembre 1995).
105. Contrôle international des drogues (résolutions 48/112 du 20 décembre 1993, 49/168 du 23 décembre 1994 et 50/148 du 21 décembre 1995).
106. Promotion de la femme (résolutions 34/180 du 18 décembre 1979, 39/125 du 14 décembre 1984, 45/124 du 14 décembre 1990, 49/164 du 23 décembre 1994, et 50/164 et 50/166 à 50/168 du 22 décembre 1995).
107. Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (résolution 50/203 du 22 décembre 1995).
108. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (résolutions 428 (V) du 14 décembre 1950, 49/170 du 23 décembre 1994 et 50/149 à 50/151 du 21 décembre 1995).
109. Promotion et protection des droits de l'enfant (résolutions 44/25 du 20 décembre 1989, 49/211 du 23 décembre 1994 et 50/153 du 21 décembre 1995).
110. Programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones (résolutions 49/214 du 23 décembre 1994 et 50/156 du 21 décembre 1995, et décision 49/458 du 23 décembre 1994).
111. Élimination du racisme et de la discrimination raciale (résolutions 2106 A (XX) du 21 décembre 1965, 3380 (XXX) du 10 novembre 1975, 49/144 et 49/146 du 23 décembre 1994 et 50/135 à 50/137 du 21 décembre 1995).
112. Droit des peuples à l'autodétermination (résolutions 50/138 et 50/139 du 21 décembre 1995).
113. Questions relatives aux droits de l'homme :
- a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme (résolutions 260 A (III) du 4 décembre 1948, 36/151 du 16 décembre 1981, 39/46 du 10 décembre 1984, 49/177 du 23 décembre 1994, et 50/169 et 50/170 du 22 décembre 1995);

- b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (résolutions 47/138 du 18 décembre 1992, 49/179, 49/186, 49/187, 49/189, 49/193 et 49/213 du 23 décembre 1994, et 50/173 à 50/175, 50/177 à 50/180, 50/183, 50/184 et 50/187 du 22 décembre 1995)<sup>3</sup>;
  - c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (résolutions 48/155 du 20 décembre 1993, et 50/188 à 50/194 et 50/196 à 50/200 du 22 décembre 1995);
  - d) Application et suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne (résolutions 48/121 du 20 décembre 1993 et 50/201 du 22 décembre 1995);
  - e) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (résolution 48/141 du 20 décembre 1993 et décision 50/464 du 22 décembre 1995).
114. Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (résolutions 48/216 C du 23 décembre 1993, 49/216 du 23 décembre 1994 et 50/204 A à C du 23 décembre 1995) :
- a) Organisation des Nations Unies;
  - b) Programme des Nations Unies pour le développement;
  - c) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
  - d) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
  - e) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
  - f) Fonds de contributions volontaires gérés par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
  - g) Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
  - h) Fonds des Nations Unies pour la population;
  - i) Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains;
  - j) Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues.
115. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies<sup>3</sup>.
116. Budget-programme de l'exercice biennal 1994-1995 (résolutions 50/205 A et B du 23 décembre 1995)<sup>3</sup>.

117. Planification des programmes (résolutions 45/253 du 21 décembre 1990, 46/189 du 20 décembre 1991, 47/214 du 23 décembre 1992 et 48/218 du 23 décembre 1993 et décision 50/452 du 23 décembre 1995).
118. Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies<sup>4</sup>.
119. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 (résolutions 50/214, 50/215 A à C et 50/216 à 50/218 du 23 décembre 1995 et décision 50/452 du 23 décembre 1995)<sup>3</sup>.
120. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (décision 47/449 du 22 décembre 1992).
121. Plan des conférences (résolutions 50/206 A à E du 23 décembre 1995).
122. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (résolutions 50/207 du 23 décembre 1995)<sup>3</sup>.
123. Gestion des ressources humaines (résolutions 47/28 du 25 novembre 1992, 49/222 A du 23 décembre 1994 et 49/222 B du 20 juillet 1995 et décision 47/457 B du 8 avril 1993)<sup>3</sup> :
  - a) Application de la stratégie du Secrétaire général pour la gestion des ressources humaines à l'Organisation des Nations Unies et autres questions relatives à la gestion des ressources humaines (résolutions 49/222 A et B);
  - b) Composition du secrétariat (résolution 49/222);
  - c) Respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés (résolution 47/28).
124. Régime commun des Nations Unies (résolutions 47/216 du 23 décembre 1992, 48/224 du 23 décembre 1993, 49/223 du 23 décembre 1994 et 50/208 du 23 décembre 1995)<sup>3</sup>.
125. Régime des pensions des Nations Unies (résolutions 48/225 du 23 décembre 1993 et 49/224 du 23 décembre 1994).
126. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient<sup>3</sup> :
  - a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement;
  - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban.
127. Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola<sup>3</sup>.

/...

128. Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité<sup>4</sup> :
  - a) Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït;
  - b) Activités diverses.
129. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental<sup>3</sup>.
130. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador<sup>3</sup>.
131. Financement et liquidation de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge<sup>4</sup>.
132. Financement de la Force de protection des Nations Unies, de l'Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie, de la Force de déploiement préventif des Nations Unies et du Quartier général des Forces de paix des Nations Unies<sup>3</sup>.
133. Financement de l'Opération des Nations Unies en Somalie II<sup>4</sup>.
134. Financement de l'Opération des Nations Unies au Mozambique<sup>4</sup>.
135. Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre<sup>3</sup>.
136. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie<sup>3</sup>.
137. Financement de la Mission des Nations Unies en Haïti (résolution 50/90 du 19 décembre 1995)<sup>3</sup>.
138. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (résolution 50/210 du 23 décembre 1995)<sup>3</sup>.
139. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (résolution 50/211 du 23 décembre 1995)<sup>3</sup>.
140. Financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991<sup>3</sup>.
141. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan<sup>3</sup>.
142. Financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 (résolution 50/213 du 23 décembre 1995)<sup>3</sup>.



143. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies<sup>3</sup> :
- a) Financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies;
  - b) Reclassement du Bélarus et de l'Ukraine dans le groupe des États Membres visé à l'alinéa c) du paragraphe 3 de la résolution 43/232 de l'Assemblée générale.
144. Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne<sup>4</sup>.
145. État des protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés (résolution 49/48 du 9 décembre 1994).
146. Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires (résolution 49/49 du 9 décembre 1994).
147. Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation (résolution 49/52 du 9 décembre 1994).
148. Décennie des Nations Unies pour le droit international (résolution 50/44 du 11 décembre 1995).
149. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-huitième session (résolution 50/45 du 11 décembre 1995).
150. Création d'une cour criminelle internationale (résolution 50/46 du 11 décembre 1995).
151. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa vingt-neuvième session (résolution 50/47 du 11 décembre 1995).
152. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (résolution 50/49 du 11 décembre 1995).
153. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (résolutions 50/51 et 50/52 du 11 décembre 1995).
154. Mesures visant à éliminer le terrorisme international (résolution 50/53 du 11 décembre 1995).
155. Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international (décision 48/412 du 9 décembre 1993).

-----

/...